



Recommandation du CAD sur des
propositions de clauses
anti-corruption à intégrer dans
les contrats relatifs aux
marchés financés par l'aide
bilatérale

**Instruments
juridiques de l'OCDE**

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Il reproduit un instrument juridique de l'OCDE et peut contenir des informations complémentaires. Les opinions ou arguments exprimés dans ces informations complémentaires ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Pour accéder aux textes officiels à jour des instruments juridiques de l'OCDE, ainsi qu'aux informations s'y rapportant, veuillez consulter le Recueil des instruments juridiques de l'OCDE <http://legalinstruments.oecd.org>.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE, *Recommandation du CAD sur des propositions de clauses anti-corruption à intégrer dans les contrats relatifs aux marchés financés par l'aide bilatérale*, OECD/LEGAL/5013

Collection : Instruments juridiques de l'OCDE

© OCDE 2018

Ce document est mis à disposition à titre gratuit. Il peut être reproduit et distribué gratuitement sans autorisation préalable à condition qu'il ne soit modifié d'aucune façon. Il ne peut être vendu.

Ce document est disponible dans les deux langues officielles de l'OCDE (anglais et français). Il peut être traduit dans d'autres langues à condition que la traduction comporte la mention "traduction non officielle" et qu'elle inclut l'avertissement suivant : "*Cette traduction a été préparée par [NOM DE L'AUTEUR DE LA TRADUCTION] à des fins d'information seulement et son exactitude ne peut être garantie par l'OCDE. Les seules versions officielles sont les textes anglais et français disponibles sur le site Internet de l'OCDE <http://legalinstruments.oecd.org>*".

Date(s)

Adopté(e) le 07/05/1996

Abrogé(e) le 16/11/2016

Informations Générales

1. La corruption est un sujet de préoccupation commun aux Membres du CAD :
 - elle compromet la bonne gestion des affaires publiques.
 - elle entraîne un gaspillage des ressources, déjà peu abondantes, affectées au développement, que celles-ci proviennent de l'aide ou d'autres sources, publiques ou privées, ce qui a de lourdes conséquences pour l'ensemble de l'économie.
 - elle porte atteinte à la crédibilité des actions de coopération pour le développement, affaiblit le soutien des opinions publiques à ces actions, nuit à la réputation de tous ceux qui oeuvrent en faveur d'un développement durable et discrédite leurs efforts.
 - elle compromet le respect des conditions d'une concurrence ouverte et transparente, fondée sur le prix et la qualité.

2. C'est pourquoi le CAD est fermement convaincu de la nécessité de lutter contre la corruption par des mesures efficaces de prohibition, coordonnées dans un cadre multilatéral afin d'en garantir la mise en oeuvre harmonisée. D'autres mesures concrètes et appropriées sont également indispensables afin d'assurer la transparence, la responsabilité et l'honnêteté dans l'utilisation des ressources publiques, dans les systèmes des Membres du CAD et dans ceux des pays partenaires, eux-mêmes de plus en plus préoccupés par ce problème.

3. Dans son action pour combattre la corruption, le CAD reconnaît que la passation des marchés financés par l'aide peut donner lieu à des pratiques de corruption. Parallèlement aux autres efforts déployés pour lutter contre la corruption, le CAD exprime, par la présente déclaration, sa ferme volonté d'oeuvrer à l'élimination de toute forme de corruption dans les marchés financés par l'aide.

4. En conséquence, le CAD recommande que les Membres introduisent, dans les procédures régissant la passation des marchés financés par l'aide bilatérale, des dispositions anti-corruption ou en exigent l'introduction. Les travaux engagés à cet effet devront être coordonnés avec les autres activités entreprises, à l'OCDE et ailleurs, pour vaincre la corruption, et réalisés en collaboration avec les pays bénéficiaires. Le CAD recommande également à ses Membres d'assurer une bonne mise en oeuvre de leurs dispositions anti-corruption et de rappeler aux institutions internationales de développement dont ils sont membres, l'importance d'une bonne mise en oeuvre des dispositions anti-corruption prévues par leurs règles de fonctionnement.

5. Le CAD fera le point, un an après son adoption, des suites données à la présente recommandation.

6. Les Membres du CAD collaboreront étroitement avec leurs partenaires en développement afin de libérer de toute corruption tous les efforts de coopération pour le développement.

Adhérents*

Membres de l'OCDE

Allemagne
Australie
Autriche
Belgique
Canada
Chili
Corée
Danemark
Espagne
Estonie
États-Unis
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Lettonie
Luxembourg
Mexique
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République slovaque
République tchèque
Royaume-Uni
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie

Non-Membres

Union Européenne

*Des informations complémentaires ainsi que des déclarations sont disponibles sur le Recueil des instruments juridiques de l'OCDE : <http://legalinstruments.oecd.org>

À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays Membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Instruments juridiques de l'OCDE

Environ 450 instruments juridiques de substance ont été développés dans le cadre de l'OCDE depuis sa création en 1961. Ces instruments comprennent les Actes de l'OCDE (les Décisions et Recommandations adoptées par le Conseil de l'OCDE conformément à la Convention relative à l'OCDE) et d'autres instruments juridiques développés dans le cadre de l'OCDE (notamment les Déclarations et les accords internationaux).

L'ensemble des instruments juridiques de substance de l'OCDE, qu'ils soient en vigueur ou abrogés, est répertorié dans le Recueil des instruments juridiques de l'OCDE. Ils sont présentés selon cinq catégories :

- **Décisions** : instruments juridiques de l'OCDE juridiquement contraignants pour tous les Membres, à l'exception de ceux qui se sont abstenus au moment de leur adoption. Bien qu'elles ne constituent pas des traités internationaux, elles impliquent le même type d'obligations juridiques. Les Adhérents ont l'obligation de mettre en œuvre les Décisions et doivent prendre les mesures nécessaires à cette mise en œuvre.
- **Recommandations** : instruments juridiques de l'OCDE n'ayant pas une portée juridique obligatoire, la pratique leur reconnaît cependant une force morale importante dans la mesure où elles représentent la volonté politique des Adhérents. Il est dès lors attendu que les Adhérents fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour les mettre en œuvre intégralement. Par conséquent, lorsqu'un Membre n'a pas l'intention de mettre en œuvre une Recommandation, il s'abstient lors de son adoption, bien que cela ne soit pas requis juridiquement.
- **Déclarations** : instruments juridiques de l'OCDE préparés au sein de l'Organisation, généralement dans le cadre d'un organe subsidiaire. Elles énoncent habituellement des principes généraux ou des objectifs à long terme, ont un caractère solennel et sont adoptées à l'occasion de réunions ministérielles du Conseil ou de comités de l'Organisation.
- **Accords internationaux** : instruments juridiques de l'OCDE négociés et conclus dans le cadre de l'Organisation. Ils sont juridiquement contraignants pour les parties.
- **Arrangement, accord/arrangement et autres** : plusieurs instruments juridiques de substance ad hoc ont été développés dans le cadre de l'OCDE au fil du temps, comme l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, l'Arrangement international sur les Principes à suivre dans les transports maritimes et les Recommandations du Comité d'aide au développement (CAD).